

NOUVELLES POLITIQUES.

CANADA.

—Un jeune M. McKenzie, récemment arrivé de Glasgow, et commis chez MM. W. Lyman & Cie, a été trouvé gelé sur la glace près de cette ville. Il était allé de l'autre côté du fleuve pour visiter un ami malade, et il paraît qu'il s'est égaré en traversant. Il n'était âgé que de 25 ans.

Minère.

ESPAGNE.

—L'arrestation du jeune fils de Zurbarano paraît avoir produit en Espagne une pénible sensation. Cette sensation a été telle, que le général Oribe, commandant général de la province de Logrono, a cru devoir suspendre l'exécution à laquelle, suivant l'ordonnance royale, il devait procéder sommairement et après la simple constatation de l'identité.

La députation provinciale de Logrono a adressé à la reine une demande en grâce, et elle est partie en corps pour Madrid pour la présenter elle-même. Plusieurs autres députations se sont présentées au palais dans la même intention; l'une d'elles était conduite par le marquis de Someruelos.

Avant toutes ces députations était partie de Varea la mère de Benito; et le 24 novembre, à deux heures après-midi, quand la jeune Isabelle descendait l'escalier du palais, elle s'est jetée aux pieds de la reine, à qui elle a demandé, d'une voix étouffée par la douleur et le sanglots, la vie de son enfant. La reine émue par la vue de cette malheureuse qui était tombée évanouie lui a promis d'en parler à ses ministres, qui devaient se réunir le soir même en conseil pour délibérer à ce sujet.

Il paraît que le ministère a cru devoir faire passer la raison d'état avant les sentiments d'humanité; car nous apprenons que Bonito Zurbarano et Cayo Muro ont été fusillés à Logrono.

Le général Oribe a été destitué, et on assure qu'il sera mis en cause pour n'avoir pas exécuté les ordres du gouvernement.

Quant à Zurbarano, l'incertitude où on est toujours à son égard, donne lieu aux plus étranges suppositions. Le 25 le bruit courait à Madrid que le général, desespérant d'échapper à la poursuite dont il est l'objet, s'était fait sauter la cervelle d'un coup de pistolet; quelques personnes assuraient au contraire qu'il était arrivé à Madrid où il se tenait caché. On disait d'un autre côté, que, pendant qu'il marchait en effet vers Madrid, il avait rencontré un courrier extraordinaire qui portait des dépêches aux autorités de Burgos et de Logrono, et après avoir arrêté le courrier et pris connaissance des dépêches, il avait changé de direction, gagné les montagnes de Tolède et qu'il devait être arrivé en Portugal. Cette dernière version paraît la plus probable.

Cette confusion était horriblement exploitée par les ennemis du gouvernement. On parlait d'un mouvement général qui aurait éclaté dans le Haut-Aragon et du *pronunciamiento* de Saragosse. Le départ du régiment de l'Infante et d'un escadron de cavalerie de Pavia, donnaient à ces faux bruits un air d'authenticité qui entretenaient une certaine fermentation, ce qui, nous le pensons, aura beaucoup contribué à la sévère résolution du ministère.

Il paraît que l'insurrection des deux villages d'Anzo et Heco, à laquelle on n'a attribué, et qui n'a eu, en effet, aucune importance, avait été combinée très-sérieusement, et que les chefs en attendaient de grands résultats. Nous avons dit que le général Ruiz comptait sur Jaca, et nous savons aujourd'hui que c'était là que devait s'établir une espèce de gouvernement provisoire, sous le nom de *junte centrale*.

Les membres de cette junte qui devait présider provisoirement don Fernando Madoz, frère de M. Pascual Madoz, ancien député, et l'un des chefs du parti progressiste, devaient lancer une proclamation où étaient résumés tous les griefs de l'opposition. Cette proclamation déclare nul tout ce qui a été fait depuis les dernières élections, comme entaché de violence et d'illégalité. On comptait sur le *pronunciamiento* à Saragosse, et sur l'adhésion de tout le pays qui s'étend de cette ville à Jaca. L'approche des troupes a suffi pour déjouer ce plan.

En entrant à Hécho, à cinq heures du soir, le commandant-général a délivré les frères Roratelladas et autres que les insurgés avaient arrêté, et qui devaient être passés par les armes.

Outre Ruiz, Gavila et Casanova, dont nous avons annoncé l'entrée en France, les autorités françaises ont arrêté le 26, et conduit à Pau, Manuel Arraco et Fernando Madoz.

Les troupes continuent à poursuivre les insurgés qui se sont réfugiés dans les montagnes où se trouvent, sans doute, Ugaste et Belara, deux des chefs dont on n'a encore aucune nouvelle.

On a fait courir le bruit à Madrid que Prim avait réussi à s'échapper pendant qu'on le conduisait de la capitale à Cadix, mais notre correspondant nous donne l'assurance que ce bruit n'est pas plus fondé que celui qui fait bouger dans les eaux de Gibraltar un navire ayant à son bord l'ex-régent Espartero.

On nous écrit de Madrid, 30 novembre :

« La chambre montre une tendance tout-à-fait ministérielle; dans sa séance de ce jour, elle a continué la discussion sur le titre 6 du projet de réforme qui a été adopté avec un amendement de M. Eguia, supprimant l'article de la constitution, qui porte que le roi ne saurait sortir du royaume sans l'autorisation des cortès. La commission et le gouvernement se sont ralliés à cet amendement. Avant le vote de la chambre, M. Martinez de la Rosa a expliqué que si le gouvernement n'avait pas pris l'initiative de

cette supposition, c'est qu'il n'avait jamais songé à faire une constitution nouvelle, mais seulement à modifier la constitution existante. Il résulte du vote de la chambre, que la reine sera libre de sortir du royaume, sans être astreinte à consulter la chambre.

Après avoir pris en considération la proposition de M. Bravo Murillo, le congrès espagnol s'est occupé de l'art. 25 de la constitution. C'est tout indiquées les qualités nécessaires pour être apte à la députation. Cet article exclut les ecclésiastiques, et M. Eguizabal a proposé un amendement qui supprimait cette disposition de la loi. La chambre n'a pas cru que, dans l'état d'irritation où se trouvent les esprits, il fût bon pour le clergé et utile à la religion, que les prêtres fussent mêlés aux débats politiques. Elle a pensé, au contraire, qu'il fallait obliger le sacerdoce à se mêler aux luttes électORALES, c'était introduire dans l'église des éléments de division et de scandale qui tourneraient également au détriment de l'état et de la religion.

Le projet du gouvernement réserve d'ailleurs, au clergé, sa légitime part d'influence dans les affaires publiques, puisqu'il désigne l'épiscopat comme l'une des principales catégories qui contribueront à la formation de la pairie viagère. Par toutes ces considérations, le congrès a repoussé l'amendement de M. Eguizabal.

La nouvelle de l'exécution du fils de Zurbarano a été reçue à Madrid. Le gouvernement était décidé à lui faire grâce, lorsqu'il a appris l'horrible mort infligée aux deux malheureux officiers fusillés par les révolutionnaires de Haro.

En vérité, les mesures sévères que le gouvernement est forcé de prendre sont regrettables, dit le *Heraldo*, mais que l'on considère la position, et l'on comprendra que cette conduite est indispensable, en présence de l'arrogance et de l'attitude menaçante des révolutionnaires. Tous les jours, à Madrid, on annonce de nouvelles révoltes, et bien qu'elles ne se réalisent pas, il est constant que les révolutionnaires ne se lassent pas.

On lit dans le *Globe* de Paris :

« Il y a de ces articles que nous ne nous étonnons pas de lire dans les journaux de l'opposition, mais que nous nous étonnons beaucoup de trouver dans un journal qui défend avec nous, et depuis plus longtemps que nous, les principes de gouvernement. Le *Journal des Débats*, en annonçant l'exécution du fils et beau-frère de Zurbarano, ne se contente pas de déplorer le sort de ces tristes victimes de la guerre civile, il porte une accusation générale contre le gouvernement actuel de l'Espagne, surtout contre le général Narvaez. Le *National* ne dirait ni mieux ni autrement. Les *Débats* n'admettent donc pas de cas où les considérations politiques doivent l'emporter sur l'humanité, où la sévérité devient même de l'humanité, puisqu'elle peut provenir par l'intimidation de nouveaux malheurs!

« Les fonctions publiques, dans des temps pareils, sont déjà bien assez pénibles pour qu'on n'en vienne pas encore à aggraver les difficultés par des accusations injustes. Le général Narvaez, qui a tant de fois donné des preuves de courage militaire, donne en ce moment des preuves d'un courage plus rare, un courage politique. Celui-là séduit toutes les imaginations; celui-ci n'est compris que par les esprits fermes et méditatifs. Nous comprenons qu'on garde le silence en face d'une exécution sanglante; mais en prendre texte pour attaquer un gouvernement, c'est oublier la mission des gouvernements sur la terre, — c'est nier la justice, parce qu'elle est forcée d'employer le bourreau.

« Nous nous serions tus, si le *Journal des Débats* n'avait parlé. Mais il nous a semblé impossible d'abandonner la cause des principes conservateurs quand le premier des journaux conservateurs venait de manquer à cette cause.»

BELGIQUE.

Crise ministérielle en Belgique. — Les échecs successivement éprouvés par le cabinet belge font croire à un prochain changement. On avait même dit que deux membres du cabinet, MM. Nishombert et Mercier, se retireraient. L'*Indépendance*, en reproduisant la nouvelle, ne la garantit pas. « Mais, dit ce journal, ce qui paraît de plus en plus certain, c'est qu'il y a résolution arrêtée des deux côtés de la chambre et même sur le banc ministériel de faire de la discussion du budget de l'intérieur une discussion définitive, si la composition du cabinet n'est pas modifiée auparavant.»

AMÉRIQUE.

— Nous avons reçu, par la voie de la Nouvelle-Orléans, des nouvelles du Mexique d'un jour plus récentes que celles qui nous étaient venues directement par l'*Eugenia*. Elles ne font que joindre quelques détails aux bulletins de la révolution du 6 décembre et quelques probabilités à la chaîne définitive de Santa-Anna. Nous donnons plus loin tout ce que les journaux orléanais ont publié de nouveau et d'intéressant à ce sujet; on verra qu'ils confirment le fait important de la défection d'une partie de l'armée du dictateur, que nous avons déjà exclusivement annoncé sur la foi d'un de nos correspondants particuliers. Mais, s'il faut en croire le journal officiel de Washington, le *Mutinationist*, la situation de Santa-Anna, aux dernières dates, était plus mauvaise encore que ne la représentent les feuilles de la Nouvelle-Orléans.

Il a été raconté à Washington, d'une source au moins bonne, que le mardi, la nouvelle que Santa-Anna avait été tenu du Mexique par un ordre direct du congrès, et, le lendemain, la même feuille a insisté sur la vérité de cette nouvelle à laquelle ses confrères n'avaient pas voulu croire; elle a même ajouté que l'ex-président du Mexique était entouré de tant de périls que,